

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Lundis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION
60, rue du XXXI Décembre - Genève
Téléphone 14.05

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an
Autres pays. 9 fr. —

La question de Fiume

La propagande italienne a concentré ces derniers jours tous ses efforts sur Rijeka (Fiume), inondant la presse d'innombrables articles en faveur de l'annexion de Fiume par l'Italie. Cette campagne nouvelle est caractérisée par le fait qu'elle est alimentée par les milieux que l'on se représente généralement comme modérés et conciliants. Les deux organes démocratiques de Milan, le « Corriere » et le « Secolo » marchent à la tête de ce courant qui semble trouver dans certaine presse de Paris une complaisance par trop excessive.

Les arguments invoqués par ces propagandistes « modérés » sont bien bizarres. « Nous concédons, disent-ils, aux Slaves du Sud, la Dalmatie qui est un pays purement slave, et cette concession prouve que nous ne sommes pas des impérialistes. Nous demandons au contraire Fiume pour l'Italie, et puisque c'est nous qui le demandons, on ne peut pas qualifier d'impérialisme notre demande. »

C'est par une telle argumentation que les démocrates italiens ont essayé à Paris de convaincre la délégation américaine de la nécessité d'attribuer Fiume à l'Italie. Ils ne paraissent pas y avoir particulièrement réussi. C'est du moins l'impression qui se dégage de la lecture du « Secolo » du 12 février. Notons en passant que le « Secolo » a jugé nécessaire de nous adresser à cette occasion quelques injures « amicales » en disant que nous, Sudslaves, faisons une propagande « insolente » et « mensongère ». Pour être juste, il faut bien reconnaître que ce n'est pas trop dire après « l'immondice » de d'Annunzio !

Le « Corriere della Sera » procède avec plus d'habileté. Il construit d'abord une théorie que lui seul reconnaît et s'empresse ensuite d'en tirer toutes les conclusions profitables à l'Italie. Au mois de janvier, le « Corriere » avait posé comme principe que la Vénétie Julienne — c'est ainsi qu'il appelle le territoire situé entre l'Isonzo et les Alpes Juliennes — ne pourrait pas être partagée, et qu'elle devrait appartenir tout entière ou à l'Italie ou au royaume serbo-croato-slovène. La question ainsi posée, le « Corriere » la résout de la façon la plus simple : entre l'Italie et le royaume sudslave, pour lui il n'y a pas de choix. Le dit territoire doit être adjugé à l'Italie !

Dans son numéro du 12 février, le « Corriere » va encore plus loin. « Supposons, dit-il, que la Conférence attribue à l'Italie toute l'Istrie, y compris l'arrondissement de Volosca. Nous devons le supposer, parce qu'il ne peut pas y avoir de transaction ou de discussion admissible sur l'unité indissoluble de la Vénétie Julienne. » Ainsi après avoir proclamé un jour l'unité de l'Istrie qui, selon lui, doit appartenir à l'Italie ou au royaume sudslave, le lendemain, le même « Corriere », s'appuyant sur sa propre théorie, estime que l'Istrie est définitivement attribuée à l'Italie. Quant à la deuxième combinaison, celle de l'attribution de l'Istrie à la Yougoslavie, qui n'est pas moins logique que la première, parce qu'il découle du même principe posé par le « Corriere », le journal milanais ne l'envisage pas. L'esprit de justice l'en empêche évidemment.

Mais il y a plus. Une fois résolue la question de l'Istrie sur la base de cette théorie artificielle, il reste toujours la question de Fiume, et ici le « Corriere » a fait un véritable tour de force pour arriver à la conclusion que Fiume devait appartenir à l'Italie. Pourquoi, dit-il, laisser ce morceau de territoire petit, mais précieux, en dehors de la frontière italienne ; il vaut mieux compléter le traité de Londres en introduisant aussi Fiume dans la liste des avantages promis à l'Italie pour son entrée en guerre. Ce serait conforme aux principes de Wilson sur l'auto-décision des villes, affirme le « Corriere », oubliant manifestement la fameuse leçon donnée à Rome par

M. Wilson aux journalistes italiens, sur le sens et la portée de sa pensée. « J'espère, avait déclaré M. Wilson, avec cet air souriant qui déplaît tant à M. d'Annunzio, — j'espère que vous ne demanderez pas l'annexion de New-York par l'Italie, parce que de nombreux Italiens habitent New-York. » Et M. Wilson formulait la supposition que les Italiens new-yorkais étaient en majorité à New-York, supposition qui n'est pas applicable à Fiume, car Fiume entière, et non pas seulement la Fiume hongroise, est plus slave qu'italienne.

Cette manœuvre nouvelle qui consiste à séparer Fiume de l'ensemble du problème adriatique n'apportera pas cependant aux Italiens le profit qu'ils en attendent. Aucune propagande au monde ne pourra convaincre les gens objectifs de l'italianité d'une ville croate située sur le sol croate et faisant partie intégrante du territoire national croate. Nous ne contestons pas qu'il y ait à Fiume beaucoup d'Italiens, mais cela ne suffit pas à transformer le caractère national de la ville. Jamais Fiume n'a appartenu à l'Italie. La Hongrie l'avait arrachée à la Croatie pour en faire un port hongrois, mais cette violence ne change rien à la nationalité de Fiume, qui est indissolublement liée au corps serbo-croato-slovène. Le port de Fiume constitue l'axe de la dynamique commerciale du royaume sudslave, par sa situation géographique et par ses communications avec l'hinterland. Quant à la nationalité même de ses habitants, les Italiens passent sous silence un élément capital du problème, à savoir que Fiume-ville et son faubourg, Susak, ne font qu'un, et que la division administrative, conséquence directe de l'usurpation magyare, ne saurait pas nous empêcher de traiter la question dans sa forme naturelle. Or, il y a à Fiume, y compris Susak, plus de Sudslaves que d'Italiens. C'est une vérité contre laquelle tout le tapage des propagandistes italiens ne pourra rien.

Fiume est pour le Royaume sudslave ce qu'est Anvers pour la Belgique : la clef de sa vie économique. Enlevez Fiume à notre pays, ce serait le mutiler d'une façon monstrueuse, lui ouvrir une plaie qui lui guérirait jamais. On condamnerait par là tout l'organisme économique et social de notre nation à l'impuissance et à la stagnation.

La comparaison avec les ports belges d'Anvers et d'Ostende illustre très bien le problème économique de Fiume. Prendre Anvers aux Belges en leur recommandant de se servir d'Ostende, équivaldrait à ruiner la Belgique d'une ruine totale et irrémédiable. Dans notre cas, la situation serait pire encore, parce que nous ne possédons pas de port semblable à Ostende et qui soit relié avec l'intérieur du pays par chemin de fer.

La combinaison du port libre, placé sous l'administration internationale, suggérée récemment par les Italiens, est pour nous inadmissible également. Une telle solution serait la source de frottements nouveaux et d'immixtions permanentes de l'Italie dans les affaires balkaniques. On comprendra facilement notre détermination de faire tout pour éliminer cette ingérence. L. M.

A propos d'un démenti

Nous avons publié dans le numéro du 27 janvier la réponse du président Wilson à l'adresse que lui avait fait parvenir le meeting des Serbes, Croates et Slovènes. Les journaux italiens et français ont publié un démenti d'après lequel le président Wilson n'aurait pas fait une telle communication. Ce démenti anonyme nous oblige à déclarer que la communication publiée par nous est authentique et que le démenti italien avait été trop précipité. C'est ce que le « Secolo » a dû constater l'autre jour.

Le Monténégro et notre union

Les agents et les « ministres » de l'ex-roi Nicolas de Monténégro, n'ayant rien d'autre à faire, donnent des ailes aux nouvelles les plus fantastiques et présentent les Serbes sous un jour sombre. Les mensonges que leurs auteurs jettent à la face du peuple serbe, dont ils font eux-mêmes partie et qu'ils appellent « Prussiens des Balkans », n'auront trouvé d'écho que dans les feuilles vouées aux intérêts de nos ennemis.

C'est ainsi que l'Impartial suisse, ou plutôt le Partial bulgare s'empresse d'accueillir, avec un visible plaisir, les missives que lui envoie avec une obligeance tout amicale le « ministre » par intérim des affaires étrangères de l'ex-roi Nicolas. Mais les mensonges ont la vie courte, surtout quand il est possible de faire des enquêtes minutieuses à leur sujet. Le Monténégro étant facilement accessible aux Alliés, ceux-ci n'ont pas tardé à pouvoir poursuivre leurs investigations relatives au soi-disant régime militaire serbe.

Le Bureau de presse monténégrin annonce, en effet, de Podgoritsa que le général Franchet d'Esperey, en compagnie des représentants anglais, américain et italien, a visité le pays et fait une enquête sur la situation. La commission internationale a constaté que les troupes au Monténégro ne sont pas serbes, mais yougoslaves, et que leur force ne dépasse pas 500 hommes. Ces soldats ne se sont mêlés ni aux élections ni aux changements politiques. Les élections à

la Grande Skoupchtina ont été libres ; les 500 soldats yougoslaves n'auraient pu d'ailleurs imposer leur volonté à 50.000 Monténégrins armés. Tous les Monténégrins sont favorables à l'union nationale et ils ne veulent pas du roi Nicolas, qu'ils considèrent comme traître à la nation. La révolte de Noël a été provoquée par quelques agents de l'ex-roi, soutenus par des agents italiens. Le calme règne dans le pays. Les personnes arrêtées sont au nombre d'une centaine. Les coupables seront jugés par les tribunaux compétents. On a demandé aux autorités italiennes de remettre au général Vénék ceux d'entre eux qui se trouvent à San Giovanni di Medua ou en Italie, entre autres Jean Plamenac, nommé dernièrement président du Conseil par l'ex-roi Nicolas.

Comme on le voit, le tapage que les « ministres » et agents de l'ex-roi Nicolas ont mené autour de la soi-disant terreur serbe au Monténégro n'était qu'une intrigue mensongère destinée à servir de tremplin à Nicolas Pétrovitch pour un nouvel avènement au trône. Le peuple monténégrin a décidé lui-même, et les « ministres » et agents de l'ex-roi Nicolas verront pour la dernière fois que leur temps, comme celui de leur maître, est passé, et que leurs intrigues sont devenues illusoirs. La rage désespérée qu'ils apportent dans leurs actions ne pourra rien changer au verdict du peuple serbe du Monténégro.

Le sabotage d'un principe

La proposition du royaume sudslave de soumettre à l'arbitrage de Wilson son différend avec l'Italie a été une surprise pénible pour les soi-disant démocrates italiens. Pendant trois ans ces démocrates nous reprochèrent d'être des extrémistes et de n'avoir pas le courage de conseiller à notre peuple la modération et la conciliation. « Tandis que notre groupe, nous disaient Messieurs Solvemini, Prezzolini, de Viti de Marco, Schinetti, Ghisleri et leurs amis, avait affronté les plus graves injures pour avoir déconseillé aux Italiens de réclamer la Dalmatie, pays purement slave, vous, Yougoslaves, vous êtes tous les mêmes ; aucun de vous n'ose reconnaître quoi que ce soit à l'Italie. »

En 1918, avant et après le Congrès de Rome, les démocrates italiens, d'accord avec certains éléments sudslaves, envisageaient la solution des questions territoriales par l'arbitrage de M. Wilson. On estimait à Rome, alors aussi, que seul l'arbitrage d'un juge impartial pouvait amener une décision équitable, dans le sens des principes de nationalités et de libre décision des peuples, proclamés publiquement du haut du Capitole. Et voici qu'aujourd'hui le royaume sudslave, injustement accusé de mégalomanie incurable, se décide à demander l'arbitrage dans une question qui, au fond, se trouverait d'avance résolue si les déclarations publiques et réitérées des hommes politiques alliés faites au cours de la guerre devaient être prises au sérieux comme tous les petits peuples les prennent au sérieux. Cet arbitrage que nous proposons, qui sait ce qu'il nous aurait apporté ? Quelles garanties avions-nous que les intérêts vitaux de notre nation seraient sauvegardés ? Aucune.

Nous n'en avons pas moins proposé l'arbitrage dans la pensée que ce mode de solution du conflit serait favorablement accueilli par la Conférence.

Les Italiens ont dès lors tout fait pour dénaturer le sens de notre proposition et pour saboter ainsi un principe excellent. Nous n'y avons rien perdu, bien au contraire, mais ce qui est vraiment regrettable c'est de voir les grands organes démocratiques italiens faire chorus à cette occasion

avec les feuilles neutralistes, germanophiles et serbophobes. Ce spectacle, triste en lui-même, a pourtant pour nous cette importance particulière de nous démontrer toute l'Italie unie dans l'égarement déplorable où la politique de M. Sonnino l'a conduite. Le dernier espoir de voir M. Orlando se séparer de M. Sonnino semble évanoui et nous constatons avec regret que ceux parmi nous qui affirmaient que Sonnino et Orlando ne faisaient qu'un, avaient bien raison.

Sans nous arrêter au Secolo qui appelle la réponse italienne un *refus logique correspondant au sentiment général* du peuple et sans insister sur la déclaration du *Corriere della Sera* qui affirme que l'Italie, en acceptant l'arbitrage, serait tombée au rang d'une puissance de moindre importance — remarque bien étrange et qui nous donne à réfléchir sur la conception italienne de la Ligue des Nations et de l'arbitrage obligatoire — notons plutôt que l'attitude de l'*Epoca*, organe attiré de M. Orlando.

L'*Epoca* publiait, un jour seulement avant la nouvelle de l'arbitrage, un article fort judicieux sur la position de l'Italie par rapport aux principes de Wilson. « Nous avons fait la guerre, écrivait l'*Epoca*, pour le pacte de Londres, et sur le pacte de Londres, c'est-à-dire sur la base d'un traité conclu avec la mentalité et suivant les nécessités d'avant la guerre, lorsque l'Autriche-Hongrie représentait un bloc et que les alliances se basaient sur le principe d'équilibre, étant par conséquent antagonistes... Perdue la Russie, le traité pouvait être considéré comme nul. Il devenait nécessaire, à ce moment-là, de faire de la politique, de trouver des compromis dans les compromis. Mais plus l'engagement que la France et la Grande-Bretagne seules avaient envers nous, nous semblait être un danger, plus nous nous cramponnions à lui pour le tenir sous nos pieds de toutes nos forces, sans nous apercevoir que les prémisses dont il résultait, s'écroulaient l'une après l'autre. »

Après avoir parlé, dans la suite, de l'Amérique, de son poids dans la victoire, le journal de M. Orlando concluait :

« On croyait que Wilson était un idéaliste. On voit à la conférence qu'il est une volonté. D'allié, il devenait un adversaire toutes les fois qu'il s'agissait de corriger des déviations à son programme qui avait été d'ailleurs accepté par tous. Et comme nous avons profité des bénéfices du programme de Wilson, il nous faut aussi l'accepter dans ses conséquences. Il faut avant tout, avant que ce programme soit fixé dans ses lignes définitives au point de vue national, s'habituer à considérer les problèmes territoriaux dans l'ordre nouveau des choses qui est en train de se dessiner.

Deux jours plus tard, appelé à se prononcer sur l'arbitrage de Wilson, l'*Epoca* déclare que la proposition serbe est inacceptable et que l'Italie ne peut aller dans sa déférence envers Wilson, aussi loin que de se priver de l'appui des puissances liées par le traité de Londres et de renoncer à son action propre au sein de la Conférence dans la question de ses revendications ! »

Et l'article d'il y a deux jours?... Hypocrisie, tout simplement.

Les Monténégrins et l'Italie officielle

La Constituante monténégrine, après avoir exprimé sa gratitude envers ceux des Alliés qui ont aidé le peuple serbe à réaliser son unité a voté, le 9 février, la résolution suivante :

« La Grande Assemblée Nationale est profondément attristée de ce que la politique de l'Italie officielle, contrairement à la politique commune des Alliés et aux principes généraux des peuples civilisés, tend depuis le commencement de la guerre à nuire à tout prix à l'union de notre peuple. Faisant appel à la démocratie italienne et aux grandes masses populaires d'Italie, l'Assemblée proteste de la façon la plus énergique contre l'attitude déloyale et hostile qu'adoptent les politiciens et les militaires italiens envers le nouveau régime du peuple du Monténégro, depuis son union avec la Serbie jusqu'à ce jour. »

Les Italiens chez nous

On mande de Fiume au bureau de presse de Belgrade :

Après l'incident sanglant qui s'est produit entre les Italiens et le commandant serbe Militch à Fiume, le commandant en chef des armées alliées, télégraphiquement informé de Belgrade, a été invité à prendre des mesures énergiques pour que notre population, les officiers et les soldats à Fiume soient protégés; et avisé qu'autrement il serait impossible de garantir qu'à la première occasion de fâcheuses conséquences ne résulteraient pas de la colère de nos officiers et soldats.

On nous mande de Belgrade à la date du 24, que les tentatives de faire éclater un soulèvement armé par le moyen des Albanais de la région d'Ipek a complètement échoué. Partout règne l'ordre le plus parfait et la tranquillité.

Les avances du comte Karolyi

A l'occasion de l'ouverture du Conseil du Travail, le comte Karolyi a tenu un long discours où il a exposé, en qualité de président de la République populaire hongroise, les directions de la politique étrangère magyare. L'agence officielle télégraphique magyare a transmis ce discours amputé des passages qui concernent les relations avec le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Peut-être cette omission est-elle voulue et les avances que le comte Karolyi a faites à la Serbie n'étaient-elles destinées qu'à l'usage intérieur.

Voici cette partie du discours qui concerne la Serbie :

« Encore pendant la guerre balkanique, j'ai lutté dans les Délégations de Vienne, au Parlement de Budapest, dans les assemblées et dans la presse contre le dessein de l'Allemagne et de la monarchie, d'étouffer la Serbie. Moi et mes amis du parti de l'Indépendance, nous avons exigé le libre chemin de la Serbie à la mer, ainsi que des assurances pour l'existence et les progrès économiques de ce pays. Le camp dont j'étais le chef, opposé aux partisans de l'alliance allemande, a fait ressortir déjà alors que les intérêts magyars et serbes n'étaient pas contraires, mais communs. Nous avons fait valoir que ces deux peuples voisins, profondément démocratiques, pouvaient progresser dans l'entente et l'amitié, et que c'est justement dans une amitié, la compréhension des intérêts communs et l'aide mutuelle que la direction démocratique des deux Etats puiserait de nouvelles forces.

« Il est certain que l'hostilité actuelle ne peut pas durer éternellement et que le moment de la compréhension mutuelle est près d'arriver ».

Cette énonciation de principes, suffisamment vague pour ne pas signifier grand chose, est pourtant caractéristique, surtout examinée à la lueur des explications données par le journal officiel du parti Karolyi. En effet, le « Magyarorszag » du 9 février, consacre son article de fond à la question des relations avec la Serbie et on y peut constater ce même désir de rapprochement.

Il est dit entre autres dans cet article : « Dans l'exposé des affaires étrangères — le premier qu'ait présenté le président de la République populaire hongroise — se trouvent des paroles pacifiques à l'égard de la Serbie. Comment? Une réconciliation! Mais les Serbes occupent des parties de notre territoire national. Ce sont des conquérants. Malgré tout, le monde doit approuver et répandre les paroles humanitaires de Karolyi, et surtout ceux qui ont la moindre connaissance de la façon dont le militarisme allemand et autrichien (et le magyar, qu'en fait-on? Note du traducteur.) ont amoncelé les ruines et saccagé le pays, depuis Belgrade jusqu'à Uskub. Pour Dieu! Quelle différence entre la fraternisation ungaro-serbe à Temichvare et le cimetière aux gibets créé, dans la Serbie battue et sinistrée, par la terreur du baron Rhemen? Bien qu'ils aient souffert, le plus de tous, les Serbes sont les premiers d'entre les peuples de l'Entente à renoncer à l'idée de revanche. Au lieu de la tuerie des peuples, ils préconisent l'amitié entre les peuples. »

La bonne volonté que nous concédent le comte Karolyi et son journal est louable, et nous en sommes touchés. Mais cela ne suffit pas, surtout si l'on sait l'influence minime que le comte Karolyi exerce sur la direction de la politique magyare. Le comte Karolyi nous a défendu, comme il le dit, depuis longtemps. Cela ne nous a pas empêchés d'être écrasés comme aucun autre peuple au monde, et surtout peut-être par son peuple magyare. Il est vrai qu'alors le comte Karolyi était dans l'opposition, donc impuissant. Mais aujourd'hui, comme président de la République populaire hongroise, possède-t-il un plus grand pouvoir qu'au temps où il faisait sa politique d'opposition? Malgré son titre qui sonne très bien, il est peut-être plus impuissant encore qu'il ne l'était jadis. Ce n'est pas lui qui dirige les affaires, ce sont les affaires qui le mènent.

En politique, il n'a pas réalisé les espérances qui s'attachent à son nom. Diletantisme et indécision, telles sont les caractéristiques de son gouvernement. Au lieu de suivre le chemin, certes plus épineux et moins populaire, de la réalité et de s'accommoder des conditions qui sont faites à la Hongrie, le comte Karolyi d'accord avec

ses socialistes et ses radicaux, songe toujours à l'intégralité du pays. Il faut pourtant qu'il se rende compte qu'aucune intrigue ne pourra ramener le temps passé de la Hongrie unitaire et millénaire.

Le comte Karolyi et son gouvernement, tout en tenant le langage des transactions, n'en sont pas moins coupables d'agissements fort fâcheux à l'égard de notre jeune royaume. C'est à l'instigation de Budapest que l'on tente de désorganiser les pays occupés. Les agitateurs bolchevistes n'y manquent pas et la presse magyare, dont la néfaste activité pour la Hongrie avant et pendant la guerre, les mensonges grossiers et directement provocateurs sont connus de tous, ne fait que rouvrir des plaies qui ne sont pas encore cicatrisées.

Il est particulièrement intéressant de constater que c'est justement la presse avancée qui témoigne aujourd'hui d'un énervement fâcheux et qui ne peut être que nuisible à la réconciliation dont parle le comte Karolyi.

Pour nous, comme nous l'avons souvent répété, nous sommes disposés à avoir des rapports de bon voisinage avec tous nos voisins, même avec ceux qui ont causé, chez nous, tant de malheurs. Mais, avant tout, il importe que nos voisins nous donnent la garantie plus réelle que celle des paroles prononcées, qu'ils ne seront pas les esclaves des visées germaniques, qu'ils répareront les ruines causées et qu'en vrais démocrates, ils établiront leur Etat sur une base vraiment populaire, sans aucune arrière-pensée de recourir aux combinaisons des temps passés.

Il paraîtrait, en effet, que de telles conditions se heurteraient à des obstacles que la nouvelle Hongrie n'a pas pu écarter; c'est-à-dire, qu'au fond, elle serait restée la même qu'autrefois.

Les anciennes directions politiques, sous l'apparat d'une phraséologie d'actualité, sont toujours celles des hommes nouveaux de Hongrie, et tant que cela sera, nos relations ne pourront être que celles d'un voisinage de froide courtoisie.

L. Popovitch.

Les Italiens en Albanie

Dans notre dernier numéro, nous avons relevé les intrigues italiennes en Albanie et leurs essais de fomenter des insurrections albanaises sur territoire serbe. En même temps, nous avons attiré l'attention sur la politique hostile des Italiens à notre égard, partout où ils espèrent pouvoir nous causer des ennuis. Nous sommes heureux de constater que notre manière de voir au sujet des intrigues italiennes, concorde avec celle d'observateurs français. En effet, le « Journal » de Paris parle ainsi des revendications albanaises :

« Le comité des Dix a entendu hier l'exposé de la revendication albanaise. La Conférence eut à résoudre des questions plus graves, mais pas de plus complexes. La diplomatie européenne y a travaillé pendant dix-huit mois, depuis le début de la crise balkanique, et la guerre européenne a éclaté avant que la principauté du m'brét de Wied ait pu trouver sa forme définitive. La combinaison était tout-à-fait artificielle. L'Albanie avait été ressuscitée par les Austro-Allemands pour barrer aux Serbes le chemin de l'Adriatique. L'Italie avait soutenu le projet pour contenir les projets d'expansion de l'Autriche. L'effondrement de la Monarchie des Habsbourg n'a fait que déplacer la question. L'Etat yougoslave ne préoccupe pas moins la diplomatie italienne que l'ancienne Autriche. Voilà pourquoi nous voyons reparaître l'idée du barrage albanais. »

Donc le barrage albanais a pour but de nous juguler et de nous étouffer, comme cela était l'intention de l'Autriche.

En constatant les agissements des Italiens, on est forcé de réfléchir sur les raisons en vertu desquelles les Italiens réclament nos territoires. En demandant la Dalmatie et les autres contrées yougoslaves, les Italiens font ressortir outre des raisons stratégiques, géographiques, la raison de civilisation. Ils disent au monde qu'un peuple civilisé, ils ont le droit de s'approprier des territoires des incultes barbares, que sont, selon

eux, les Serbes, Croates et Slovènes de la Dalmatie et de l'Istrie. Ils mettent en avant leur civilisation latine. Mais, en même temps, ils interviennent en faveur d'un Etat albanais dont les territoires devraient être fortement agrandis à nos dépens. La raison de civilisation joue-t-elle donc, là aussi, son rôle? Les Albanais seraient-ils par hasard plus civilisés que nous? Ont-ils fait preuve d'une capacité d'organisation étatique supérieure à la nôtre? Rien n'est impossible, et un jour il se trouvera peut-être un publiciste italien qui nous prouvera qu'au fond les Albanais, comme peuple plus civilisé, ont droit à la pleine jouissance de la liberté, tandis que nous, en tant que civilisés inférieurs, devrions vivre sous une tutelle étrangère.

De telles absurdités n'ont rien d'extraordinaire dans une politique basée sur l'injustice et guidée par un impérialisme aveugle.

Grèves et intrigues magyares

Dans le but de sauver l'intégrité de la Hongrie, les dirigeants actuels de la Magyarie s'efforcent de rendre le plus difficile possible l'action des troupes d'occupation serbes, tchèques et roumaines. L'un des moyens les plus en honneur consiste à provoquer des grèves. Cette arme, qui s'est retournée contre ses auteurs, n'en est pas moins employée par eux; ils poursuivent leur mauvaise besogne. Des grèves ont déjà éclaté en Slovaquie et en Transylvanie, et les dirigeants de Budapest voudraient créer des embarras semblables aux Serbes.

Les journaux magyars annoncent, en effet, que certaines catégories d'ouvriers se préparent à la grève dans le sud de la Hongrie. Ce mouvement serait-il en rapport quelconque avec l'insuffisance des salaires ou des revendications ouvrières sur quelque autre point? Certainement non, ainsi que nous le prouvent les déclarations d'un officier américain de la commission économique qui visite en ce moment la Hongrie. Le chef de cette mission, le lieutenant Maurer, a dit ce qui suit au journal magyar de Petchouy (Funkirchen), ville qui se trouve dans la région d'occupation serbe :

« Je suis étonné des conditions favorables de vie et de travail que j'ai trouvées ici. En France, en Italie, et en général dans les territoires serbes, le peuple a beaucoup plus souffert, et les conditions de vie y sont aujourd'hui encore pires que celles de votre population, et surtout que celles des mineurs. Les salaires sont même si élevés qu'ils seraient considérés comme impossibles aux Etats-Unis. C'est-à-dire que si quelqu'un, en Amérique, demandait un salaire aussi élevé pour un travail aussi inférieur, on le tiendrait pour fou. Ce n'est qu'au prix des plus grands efforts que l'ouvrier américain arrive à gagner un salaire pareil à celui des mineurs d'ici, et il y a lieu encore de considérer que, proportionnellement, les articles ne sont pas meilleur marché en Amérique qu'ici. »

Telle est l'opinion d'un spécialiste américain qui a pu se rendre compte de la situation en France, en Italie et en Serbie. Mais les dirigeants magyars, au lieu d'envisager sagement le danger de leur agitation effrénée, se creusent eux-mêmes le tombeau qui les engloutira. L'atmosphère est trop surchargée pour qu'on puisse se permettre impunément des essais aussi coûteux et propres à tout bouleverser.

FEUILLETON

LA LIGUE DES NATIONS

1

Le défaut principal du Droit International contemporain, c'est l'absence d'un organe super-national jouissant d'une autorité morale suffisante et muni des pouvoirs et des moyens effectifs qui lui permettraient d'imposer au besoin sa volonté. L'organisation d'une Société des Nations est appelée à remédier à cet état de choses imparfait. Par cette organisation, on veut asseoir sur une base plus solide, plus juridique, le régime international nouveau.

Il s'agit là d'une œuvre organisatrice, d'une institution qui aura le caractère d'un système de normes juridiques. Le véritable problème ne consiste pas, toutefois, dans la forme à donner à cette institution. La principale tâche n'est pas d'ordre formel, mais plutôt d'ordre matériel. Les normes juridiques qui régissent la vie d'une collectivité quelconque ne sont pas et ne peuvent pas être les produits purs de la philosophie spéculative. Ces normes correspondent, dans leur contenu, aux relations existant entre les membres de la collectivité.

L'idée du juste cherche à pénétrer tout le contenu des règles juridiques, mais elle ne peut pas prévaloir aussi longtemps que les relations entre les individus ou les collectivités dépendent de facteurs plus puissants qu'elle.

Ce qui veut dire que le législateur, interne ou externe, avant de procéder à la rédaction et à la promulgation de règles juridiques, doit bien examiner la nature des relations en cause; parce que, malgré toute sa bonne volonté, un législateur ne peut pas tout. Son œuvre est humaine, et, par conséquent, il est obligé de tenir compte des éléments d'une relation qu'il se propose de modeler et d'enfermer dans un système formel. Le législateur peut proclamer n'importe quelle règle, son œuvre ne sera durable et utile que si elle ne s'écarte pas du terrain des possibilités politiques et sociales.

La philosophie sociale nous enseigne que l'esprit seul ne suffit pas à diriger le monde. La matière est également très puissante, et cette matière, dans la question de la Société des Nations, ce sont les Etats grands et petits, avec tous leurs défauts et tous leurs préjugés. Vaincre cette inertie immanente est une tâche plus que formidable. Si l'on veut y arriver quand même, il faut procéder par étapes. La Société des Nations, en tant qu'institution définitive, capable de résoudre toutes les questions internationales, est, à l'heure actuelle, une tâche bien au-dessus de nos forces effectives. Mais une Ligue des Nations qui serait la gardienne de la paix et qui constituerait une base pour une construction progressive de l'édifice juridique du monde entier, une telle Ligue est réalisable.

Pour qu'elle puisse exister, il est essentiel de lui donner une structure aussi solide que possible. Mais on ne pourra y arriver que si on aborde franchement les difficultés et les obstacles qui s'y opposent ou qui pourraient s'y opposer.

Pour mesurer la portée exacte, non pas de notre *vouloir*,

mais aussi et surtout de notre *pouvoir*, il importe de tenir compte des forces sociales actuelles qui déterminent la vie des nations. Ces forces, sous quel aspect se présentent-elles, et jusqu'à quel point sont-elles susceptibles d'une régularisation juridique? Avant de répondre à cette question, il serait utile de faire une comparaison avec le droit interne, celui qui règle la vie intérieure d'un Etat, et qui est donc applicable aux relations entre individus.

La société des individus est formée depuis longtemps, c'est l'Etat. Sans entrer dans une discussion au sujet de la naissance ou de la création de l'Etat, nous rappellerons que l'Etat n'est pas le produit de la spéculation, mais le résultat d'une évolution où le matériel a joué le même rôle que le spirituel. Examinons sous quelles conditions l'Etat a pu naître. Tout d'abord, un pouvoir s'est constitué, qui a dominé toutes les forces particulières, qui a imposé sa volonté et qui a pris le nom de souverain. La composition de ce pouvoir pouvait différer beaucoup; la manière dont il fut exercé variait également, mais le principe du pouvoir suprême, de la souveraineté, restait intact.

Il est à remarquer que le souverain s'est imposé aux particuliers par un acte de sa volonté, par la puissance de sa force. La création de l'Etat, au moyen d'un contrat, peut être considérée comme de pure théorie. Le souverain pouvait ne se conformer, dans sa conduite, à aucune règle. Dans ce cas-là, il devenait un tyran et son règne fut toujours éphémère. Dans la plupart des cas, le souverain édictait certaines normes juridiques qui avaient, en dehors de toute puissance matérielle du souverain, une force persuasive et que ses sujets suivaient jusqu'au moment où les

Nos revendications orientales

— Une des injustices de 1878 qui reste à réparer —

La question macédonienne, ethnographiquement, n'a jamais existé et le caractère serbe de la Macédoine ne fut à aucun moment l'objet d'un doute quelconque pour celui qui connaît cette terre serbe et ne ferme pas les yeux à l'évidence. Malheureusement, la Macédoine, bien qu'indubitablement serbe, dut être mise en litige, d'ailleurs en tant que question purement politique, par le traité d'alliance serbo-bulgare de 1912.

Trop faible pour tenter seule d'émaniper la Macédoine, et craignant d'autre part de se voir attaquée de flanc par la Bulgarie, la Serbie se vit obligée de s'adresser à la Bulgarie et de solliciter son concours en vue d'une action commune contre la Turquie. Comme la Bulgarie avait fait figurer la Macédoine dans son programme d'hégémonie balkanique, il ne restait à la Serbie qu'à se résigner à payer le concours bulgare par un douloureux sacrifice en Macédoine. En effet, la situation de la Serbie, qui estimait qu'il était de son devoir le plus sacré de libérer ses fils de Macédoine après s'être délivrée elle-même du joug turc, était des plus difficiles. Elle se trouvait devant ce dilemme : ou laisser à l'avenir ses frères de race dans l'esclavage turc, ou se résigner à demander le concours des Bulgares en le payant par la cession d'une bonne partie de la Macédoine. Le second terme était évidemment moins désavantageux, car la Serbie libérait ainsi une assez grande partie de la Macédoine et l'autre partie passait aux Bulgares et trouvait son avantage à échanger l'esclavage turc contre la domination de l'Etat bulgare. C'est pourquoi la Serbie se décida à signer un traité d'alliance avec la Bulgarie et à faire ainsi de la Macédoine l'objet d'une discussion.

On sait la solution que le traité d'alliance serbo-bulgare prévoyait. Malheureusement, la Bulgarie, qui ne voulait pas d'une entente à l'amiable et se refusait à se soumettre à l'arbitrage du tsar, choisit une solution non prévue, celle de feu et des armes. Honteusement battus, la Bulgarie, en lâche qu'elle était et bien qu'elle eût choisi elle-même une telle solution, ne cessa pas de récriminer et fit des efforts constants pour remettre à l'ordre du jour la question macédonienne, résolue si équitablement en 1913, à Bucarest.

La seconde trahison bulgare, celle de 1915, a non seulement scellé une fois de plus la question de la Macédoine et l'a reléguée à tout jamais dans les vieilles archives, mais a remis à l'ordre du jour une ancienne question douloureuse, l'injustice du Congrès de Berlin de 1878. Les Bulgares le savent fort bien, mais fidèles au principe : « Demandez un bœuf pour avoir un œuf », ils continuèrent néanmoins à faire le plus grand vacarme autour de la Macédoine, qu'ils considèrent cependant, dans leur for intérieur, à juste titre comme perdue. Le but de ce tapage n'est que trop naïf : les Bulgares escomptent un maintien de la discussion sur le terrain macédonien.

Cependant la délégation serbe à la Conférence de Paris, consciente des droits et des devoirs de la Serbie, n'a pas même fait attention à ce bluff bulgare et vient d'infliger une pitoyable défaite aux manœuvres

bulgares. Dans le deuxième mémoire qu'elle a remis au Bureau de la Conférence, la délégation expose les raisons pour lesquelles il lui paraît nécessaire de rectifier la frontière actuelle de la Bulgarie et de la Serbie. Après avoir rappelé les nombreuses trahisons et agressions dont les Bulgares se sont rendus coupables envers les Serbes, la délégation montre que la nouvelle frontière devrait être tracée de la manière suivante :

Elle suivrait la Strouma jusqu'à Dzerzem pour aller de là droit au nord, en suivant la crête des montagnes sur la rive gauche de la Strouma. Elle atteindrait le défilé de Dragouman, puis obliquerait d'abord vers le nord-est, et après vers le nord-ouest, et atteindrait enfin le Danube près de l'embouchure de la Skomtia.

La frontière ainsi tracée embrasse à peu près tout le pays des Chopes ou comme on le dit le Choplouk, s'étendant depuis le Danube au nord jusqu'à Oviché Polyé au sud, puis entre la vallée du Timok et de la Morava du sud jusqu'à l'Iskar. Les Chopes ne sont pas autre chose que les Serbes avec un nom régional. Ils n'ont rien de commun avec les Bulgares, peuple d'origine tartare. Ils sont Slaves, parlent un dialecte serbe, chantent en s'accompagnant de la gouzla, célèbrent la slava, vivent en zadrougas. Malgré la dénationalisation systématique par les Bulgares, les Chopes sont toujours restés Serbes : en 1913, lorsque les troupes serbes pénétrèrent dans la Bulgarie occidentale, elles furent accueillies en libératrices. C'est un fait que les Bulgares eux-mêmes n'ignorent pas. La « Kambana » du 4 août 1917, croyant certaine la victoire des Allemands, pensa qu'il n'était plus dangereux de parler publiquement du Choplouk. Elle conseilla au gouvernement bulgare de dépeupler le Choplouk et d'y amener des éléments bulgares.

A l'occasion de la réunion du Congrès de Berlin, les habitants du Choplouk envoyèrent à Berlin un memorandum daté du 16 juin 1878 (v. s.) contenant le timbre de rien moins de 250 communes de la Bulgarie occidentale, pour demander l'annulation de la paix russe et leur union avec la Serbie.

La Serbie elle-même, avec non moins d'énergie que les Chopes, défendit au Congrès de Berlin contre les ambitions russes les intérêts de la population serbe du Choplouk. M. Ristitch, à qui on offrait Pirot comme compensation, déclara qu'il se souciait peu de la possession de Pirot ; ce qu'il voulait c'étaient les frontières naturelles, allant jusqu'à Dragouman.

Comme le Congrès, et surtout la Russie impérialiste se souciaient très peu des arguments de nationalité, la Serbie invoqua les raisons géographiques, stratégiques et économiques. La Russie, mise au pied de mur par ces arguments, changea de front et essaya de revenir aux arguments de nationalité. M. Ristitch, sûr du bon droit de la Serbie, riposta avec éclat et accepta de porter la discussion sur ce terrain : par sa lettre du 2 juillet 1878, adressée au plénipotentiaire russe, le comte Chouvalov, M. Ristitch proposa de consulter les habitants eux-mêmes.

Considérations géographiques, stratégiques, ethnographiques, la volonté du peuple, tout s'effaça devant la puissante Russie et les territoires contestés furent attribués à la Bulgarie pour adoucir la Russie blessée et qui avait par trop perdu ailleurs dans la Bulgarie san-stefanienne.

Voilà comment et avec quelle légèreté on décida du sort de toute une population serbe. Ce serait à désespérer vraiment si on laissait passer cette occasion de remettre les choses au point. Pour quelles raisons devrait-on laisser la Bulgarie criminelle jouir des fruits d'une politique surannée qui était celle du temps du Congrès de Berlin ? Serait-ce parce que la Bulgarie s'est rangée aux côtés des conspirateurs contre la civilisation qu'il faudrait la récompenser en lui laissant le pouvoir d'exploiter et de tyranniser notre peuple du Choplouk ? La justice, les principes sur lesquels doit reposer l'Europe nouvelle exigent de ramener la Bulgarie dans ses frontières nationales et d'arracher à son joug tous les peuples qui se sont montrés plus capables de civilisation que l'oppressé bulgare. Si les Alliés veulent nous charger de mission pacifique dans les Balkans, il faut qu'ils nous fournissent les moyens de réaliser cette tâche. Il faut qu'ils commencent par réduire la Bulgarie à l'impuissance ; autrement, il serait hors de notre pouvoir de mener à bonne fin notre travail.

M. Tadjitch.

Camouflage bulgare

Qu'un Bulgare soit de l'opposition ou du parti gouvernemental, il n'en reste pas moins bulgare, c'est-à-dire un calculateur sans scrupules, qui adapte sa politique aux besoins de l'heure actuelle et s'oriente toujours vers ceux qui sont les plus forts. Ainsi, M. Guéchoff, qui se targue aujourd'hui de son ententophilie et de sa lutte contre le germanisme, était un tout autre personnage lorsque les armées de Hindenburg permettaient de croire au triomphe des Empires Centraux. Dans la « Gazette de Lausanne » du 22 février, M. Guéchoff dit ceci : « Nous avons (Sakosoff, socialiste, et lui) combattu le bon combat contre ce ministère germanophile, surtout à cause de sa décision néfaste de lier le sort de la Bulgarie à celui des Empires Centraux ».

En lisant ces affirmations si fermes, nous fûmes stupéfaits de l'audace de leur auteur. M. Guéchoff croit-il donc que les idées émises pendant la guerre sont déjà oubliées et qu'il peut, sans crainte d'un démenti formel, se hasarder à chanter ses louanges aux Alliés dont il désirait hier la ruine ?

En feuilletant le journal de M. Guéchoff, le « Mir », nous avons, en effet, trouvé des passages qui sont entièrement en contradiction avec ce qu'il plaît à M. Guéchoff d'affirmer aujourd'hui.

M. Guéchoff lui-même écrivait le 14 janvier 1916 :

« Passiste à la septième guerre dans les Balkans. Celle-ci se distingue des précédentes surtout en ce que notre peuple armé écrit, avec sa plume d'acier, de nouvelles pages non seulement pour l'histoire balkanique mais pour l'histoire mondiale. S'il n'avait pas payé de son sang et n'avait pas ajouté à ce tribut son effort, les revirements qui nous ont surpris pendant les trois derniers mois de 1915 ne se seraient pas produits. Instrument des destinées

mondiales, le peuple bulgare contribue à déterminer le sort prochain du monde entier.

« Il faut éviter avec soin de retomber dans les fautes qui ont amené la catastrophe de 1913. Le gouvernement d'abord et le peuple ensuite ne doivent pas permettre la désagrégation de l'union à laquelle nous devons les miracles que le peuple bulgare armé a accomplis en 1912 et 1915... Notre patrie s'est élevée et est devenue grande grâce à la volonté unanime, aux sacrifices et aux souffrances de ses fils. Continuons à l'aider, afin que les sacrifices et les souffrances endurés jusqu'à présent ne restent pas sans récompense et que l'œuvre entreprise soit menée à bonne fin. Aidons-la par notre vaillance dans les tranchées, par notre abnégation à l'arrière, par notre sagesse partout. Et puisse notre patrie, ainsi unie et agrandie des territoires dont elle a besoin pour assurer son avenir, être illuminée par le bienfait d'une paix digne et durable. »

Ce n'est certainement pas par de telles idées qu'on témoigne de son ententophilie et de sa germanophilie. Mais l'organe de M. Guéchoff, jadis russiophile, exprime encore plus clairement l'idée d'acceptation de la guerre à côté des Allemands. Voici ce qu'en dit le « Mir » du 21 août 1916 :

« Ceux qui, avant la guerre, avaient été d'avis qu'il fallait choisir une autre voie, n'ont jamais songé à renoncer à ce droit (extension de la Bulgarie aux dépens de la Serbie) de leur peuple. Mais une fois que la voie est choisie, ils ne peuvent pas refuser leur collaboration pour amener l'œuvre à chef. »

Le président du Conseil bulgare actuel, M. Théodoroff, ami politique de M. Guéchoff, se déclara au Parlement en faveur du budget présenté par M. Radoslavoff, qu'il sauva par son intervention. M. Théodoroff, que M. Guéchoff appelle comme chef du cabinet ententophile, disait au Parlement, d'après le « Mir » du 20 juillet 1916 :

« Le gouvernement s'est entendu avec certains Etats. En le faisant, il ne s'est pas engagé tout seul, mais il a engagé la responsabilité du peuple bulgare tout entier. Nous devons tous veiller à ce que l'œuvre commencée soit menée à bonne fin. Lorsque notre voiture arrive devant une rivière, nous pouvons apprécier en toute liberté par quel gué il est plus facile de passer ; mais, une fois le véhicule en plein gué, au beau milieu de la rivière, il faut employer toutes ses forces pour atteindre la rive opposée... »

Après cette claire exposition de M. Guéchoff et de son ami politique, M. Théodoroff, tout commentaire est superflu. On n'en reste pas moins ébahi de l'audace avec laquelle MM. les Bulgares osent nier l'évidence en face de l'Europe.

Cependant M. Guéchoff, en élève des Universités anglaises, devrait avoir une idée plus nette de ce que veut dire le mot « gentleman ». Il paraît que sa longue absence de l'Angleterre a émoussé son souvenir, ce qui, pour en dire le moins, est profondément regrettable.

Syrmicus.

Revue des Balkans

94, Rue Lafayette - PARIS

— 3 —

Abonnement : UN AN, 30 Fr. ; Etranger, 50 Fr.
Directeur, Léon SAVADJIAN.

circonstances changeaient, provoquant également un changement de régime.

La Société des Nations n'aura pas besoin de passer par ces phases primitives par lesquelles la société des particuliers a passé. Les membres de la future Société des Nations sont assez civilisés pour pouvoir, par le libre consentement, organiser une Ligue qui, dans le passé, n'aurait pu naître que de la force. La difficulté consiste dans le fait que les Etats qui ont, pendant des siècles, cultivé et pratiqué l'idée de la souveraineté particulière, doivent renoncer d'un coup à cet attribut de leur individualité et le transmettre à un corps super-étatique. Dans l'état actuel des choses, que cela puisse se faire est plus qu'in vraisemblable. Ainsi, nous avons, d'un côté, l'impossibilité du régime absolutiste et, de l'autre, l'impossibilité de réaliser un système démocratique conventionnel où les parties renonceraient d'elles-mêmes à leur souveraineté.

Ceci prouve la justesse de notre thèse que la Société des Nations, comme institution définitive, ne peut pas être en ce moment, et qu'il y a lieu de chercher une solution transitoire pour habituer peu à peu les peuples et les Etats à un régime où le culte de la souveraineté nationale et étatique ferait place au culte super-national.

Admettons cependant que tous les Etats soient profondément pénétrés de la nécessité d'une organisation super-étatique, et également disposés à renoncer à une partie au moins de leur souveraineté — le cas s'est présenté déjà dans les combinaisons étatiques connues sous le nom de *Confédération* ou *d'Etat Fédératif* — cette bonne volonté se heurterait à des difficultés nouvelles que l'on ne pourrait

pas surmonter à l'heure actuelle. Une comparaison avec le droit interne nous conduit de nouveau à des constatations très judicieuses et très instructives à cet égard.

L'Etat n'a pu naître qu'au moment où un *système du droit*, si imparfait qu'il fût, s'est formé, embrassant l'ensemble de la dynamique sociale. Sans un système semblable, la Société des Etats ou des Nations n'est pas davantage possible. Mais, aujourd'hui, il y a plus. La première condition pour l'organisation juridique d'une collectivité moderne, c'est l'égalité politique et l'égalité économique des membres. La démocratie internationale, pas plus que la démocratie nationale, n'admettrait le principe du classement d'après leur puissance matérielle. La réalité est cependant tout autre : il y a de grandes et de petites puissances, il y a des peuples forts et des peuples faibles. Cette différence est le résultat de la vie. Le Droit la souffre, ne pouvant pas l'écarter, mais il ne la sanctionne pas, il ne peut pas la sanctionner.

Les grandes puissances, d'après leur structure et leur mentalité actuelles, n'admettraient pas une égalité politique avec les petites puissances.

(A suivre).

LES LIVRES

HABERT, Henri. — *Entre les fils barbelés*, d'après les récits des évadés serbes. Amsterdam, 1919.

Ce livre est une contribution à l'histoire des horreurs commises par les Germano-Touraniens au cours de cette guerre. L'auteur y a rassemblé les récits des évadés serbes de Hollande en y adjoignant quelques documents photographiques qui parlent plus éloquemment que tout. Le monde se croyait déjà abondamment renseigné sur les façons d'agir germano-touraniennes. Pourtant, les crimes signalés dépassent toute imagination.

Il s'agit surtout de crimes commis en Serbie. Tandis que les atrocités commises en Belgique ou dans le nord de la France purent être contrôlées de plus près par l'Europe et promptement portées à la connaissance de l'humanité, notre pays martyrisé et lointain échappa à ce contrôle. Aussi, les Germano-Touraniens, tous dignes les uns des autres, ont-ils pu y donner libre cours à leurs mauvais instincts. Et cette besogne fut exécutée par eux avec d'autant plus de perfection que leur plan ouvertement déclaré était de supprimer la race serbe, cette race qui, petite et faible, osait s'opposer à la poussée germanique en Orient. Ah ! comme ils auraient été heureux, si la race tout entière n'avait eu qu'une seule tête.

Parmi les photographies apportées par M. Habert, il s'en est trouvée une qui révèle d'une façon indéniable ce qu'était l'occupation germano-touranienne en Serbie. Elle montre le gibet qui a fonctionné comme une véritable institution, et les victimes s'y alignent comme si elles n'étaient que des objets quelconques, et non pas des êtres humains. L'auteur a eu la bonne idée de mettre les mots suivants au bas de cette photographie : « Président Wilson, allez voir les horreurs commises par les autorités austro-hongroises dans la Serbie occupée ! »

Ce livre macabre, qui porte cette épigraphe : « Honte aux bourreaux, gloire éternelle à leurs victimes ! » vient à propos, à l'heure où les peuples de proie vaincus, s'évertuent, au moyen de men songes et d'intrigues, à bénéficier des bienfaits de la victoire qui leur a été si chèrement arrachée.

M. Habert a bien mérité du peuple serbe en élevant si éloquemment la voix en faveur des victimes qui ne sont plus. La reconnaissance des martyrs lui est acquise.

P.

Le gorille des Balkans

M. Pierre DUNITON, journaliste suisse, qui vient de terminer un voyage à travers la Serbie, donne cette description douloureuse des horreurs bulgares :

J'ai vu la bête de mes yeux : sa face plate, ses hautes pommettes, son œil bridé. Aussi humble qu'elle fut féroce, elle se traîne, en souquenille grise, sur les routes qu'elle est censée réparer. On aurait pitié d'elle, si ses forfaits pouvaient s'oublier. Mais dans chaque village, les murs calcinés marquent le passage du gorille. Mais dans chaque maison, des enfants pleurent leur père, et des mères leurs filles, emportées par le monstre. Mais il n'est pas, dans toute la Serbie, un hectare de terrain sans cadavre. Evêques, popes, magistrats, fonctionnaires, notables, rien n'est resté de ce qui faisait la pensée serbe. Le gorille voulait anéantir la race. Il fossait pour tout ensevelir, jusqu'à l'idée de la nation. Plus de prêtres à l'église, plus de maîtres à l'école. Les registres de l'état civil faussés. Les prénoms serbes remplacés par des prénoms bulgares, la terminaison des noms propres changée. Une jeune fille, Mlle Marinovitch, fut condamnée à mort parce qu'elle refusait de se dire Marinovska. Les Allemands la sauvèrent du gibet où tant de femmes innocentes se balançaient, comme en témoignent les photographies prises par les bourreaux et répandues par eux, à profusion, dans le but de terroriser. L'œuvre se poursuivait dans les camps de concentration, ces géhennas bulgares. On promettait la liberté à certains prisonniers riches, moyennant un don à la Croix-Rouge de Sofia. Las des tortures subies, les malheureux acquiesçaient parfois. Le tortionnaire, alors, de triompher : — « Voici la preuve de notre mansuétude, de notre humanité, éjaculait le gorille. Nos prisonniers reconnaissants font librement un don à notre Croix-Rouge. »

L'évêque de Nisch, Mgr Dossithey Vassitch — un ami de Genève et de son université — nous conte l'arrivée des Bulgares, en octobre 1915. Accompagné de son clergé, il les reçoit à l'entrée de la ville, leur recommande d'épargner la population qu'il confie à ces chrétiens orthodoxes, ses frères en Jésus-Christ. Devant les assurances données, il conseille à ses prêtres de rester là, avec lui. Mais, au bout de quatre jours, l'évêque est emmené et interné en Bulgarie. Quarante-huit heures après son départ, les autorités bulgares rassemblent 22 prêtres et leur annoncent que, par mesure de sûreté, ils vont être conduits à Pirot. Les voilà sur la route de Béla-Palanka. De deux heures de l'après-midi à onze heures du soir, ils marchent. Parmi eux des vieillards, bientôt incapables d'avancer. Après un court arrêt, il faut repartir. Pourquoi? — C'est l'ordre, allons! dit le commandant de place Zarié Stofanoff. — En pleine nuit, le groupe arrive dans la campagne, près d'une grotte. Nouvel ordre d'arrêt: — Mais ce n'est pas le chemin de Pirot, font observer les prêtres, qui connaissent la contrée... — Erreur, gouaillent les soldats, ce chemin-là vous y mènera plus vite... Reposez-vous, fumez... ou priez, à votre guise.

Et c'est la fusillade, l'assassinat, sans autre. L'un des prêtres, blessé, passe pour mort, et peut s'enfuir en se traînant. Deux autres tentent vainement de s'échapper. Le survivant, Milia Jantchitch, a raconté la scène, témoin du meurtre et peut donner le nom de ses camarades tués, parmi lesquels se trouvaient l'archiprêtre de Nisch, Dobrossav Markovitch, et Kiriak, le supérieur du monastère de Kilendar, à Nisch.

Une citadelle romaine domine Nisch. Les Turcs l'utilisèrent, et cinq cents ans de leur domination ont laissé de moins pénibles souvenirs que trois années d'occupation bulgare. Le gibet est encore debout. Et voici la cour des fusillades. A peine les corps sont-ils enterrés à trente centimètres de profondeur. Des terrassiers, qui répèrent un tunnel ici près, viennent manœuvrer la pioche. Des ossements sortent de terre. Une mâchoire roule à nos pieds. Des lambeaux de vêtements s'accrochent au fer de l'outil. Ces hommes, que le hasard rassemble, disent quelles atrocités ensanglantèrent leurs villages. L'un a vu assassiner son père, vieillard de soixante-dix ans. L'autre dut assister au supplice de son fils, un enfant de dix-sept ans. La traduction de leurs paroles est presque superflue, tant les visages s'expriment, tant les gestes évoquent exactement la scène, scène que partout nous verrons se répéter, car la méthode reste identique, comme l'ordre donné en général.

Une surprise, néanmoins, nous attend à

Prokoplje, village situé à une quarantaine de kilomètres de Nisch. Le gorille, là, s'est surpassé, semble avoir voulu ajouter un chapitre au « jardin des supplices » de Mirbeau. La razzia des vivres ayant provoqué le soulèvement des habitants, il s'agissait d'obtenir des femmes l'aveu du lieu où se cachaient les insurgés. Les malheureuses n'en savaient rien. L'une, qui s'obstinait à ne pas avouer ce qu'elle ignorait, fut mise devant les fusils. Ferme-ment, les bras hauts, elle attendit la mort. Après une première salve tirée à blanc: — Où se cache ton mari? — Je l'ignore. — Tu vas mourir... Seconde et troisième salves, toujours pour l'effrayer: — Maintenant, tu vas être enterrée vivante...

La tombe est creusée, la femme étendue, la terre remise par pelletées. La tête seule émerge encore:

— Où est ton mari?

— Je l'ignore.

Cette obstination sauva la pauvre femme. Elle est là, devant nous, la lèvre tremblante, les yeux fous, à conter ces heures d'épouvante.

Deux autres, à leur tour, viennent prouver à quel degré de lubricité et de sadisme parvient le gorille des Balkans. Il eut l'idée de rougir au feu des pelles à retourner la terre et de labourer le ventre et le bas-ventre de ses victimes. D'horrifiantes plaies, mal cicatrisées encore, interdisent tout labeur à ces deux créatures.

L'après-midi se passe à enregistrer de semblables récits, à constater « de visu » cent blessures; et quand, au retour, le gorille prisonnier, louchant vers notre camion, quête un regard de miséricorde, involontairement, nous détournons la tête...

Un appel bulgare

La jeunesse académique bulgare de Suisse a adressé « au monde civilisé de l'Europe et de l'Amérique » un appel qui revêt un caractère plutôt bulgare qu'académique. Les étudiants et étudiantes de Berne, Zurich, Genève et Lausanne se plaignent des calomnies grecques et serbes dirigées contre le pauvre peuple bulgare, qui se trouve actuellement dans une situation d'isolement tel qu'il ne peut pas se défendre. Ils font appel au monde civilisé et l'invitent à ne pas croire à ces accusations des Grecs et des Serbes contre le peuple et l'armée bulgares. Puis, ils invitent les peuples balkaniques à s'entendre, car « l'avenir des peuples balkaniques repose uniquement, disent-ils, sur une entente réciproque. »

Cet appel dont chaque phrase trahit une stupéfiante stérilité d'esprit n'a pas trouvé un seul mot de blâme à l'adresse de ceux qui ont entraîné la Bulgarie dans la guerre et qui, par leur politique de haine, de jalousie et d'appétit vorace, ont contribué à ce que cette terrible effusion de sang se prolonge pendant deux années entières; ou encore de ceux des citoyens et fonctionnaires bulgares qui ont incité le peuple bulgare à commettre en Serbie et en Grèce occupées, la plus longue et la plus odieuse série de crimes qu'on ait jamais pu imaginer.

La jeunesse universitaire bulgare en Suisse fait semblant d'ignorer les communiqués et rapports sur les cruautés bulgares publiés par la commission internationale, par les journalistes neutres et par les professeurs des universités, et non pas par « les impérialistes serbes et grecs ».

Cette jeunesse se borne à reconnaître qu'en Macédoine et en Serbie, règne actuellement une grande misère, mais affirme que celle-ci n'est que la conséquence d'une longue guerre, qu'elle règne aussi également en Bulgarie et que le peuple bulgare et son armée n'y sont pour rien.

Les étudiants bulgares prétendent même que la misère et la famine dans la population bulgare, à la veille de la débâcle, étaient si grandes que c'est surtout grâce à elles que la défaite militaire de la Bulgarie s'est produite.

L'appel des étudiants bulgares est une preuve de plus que la mentalité des intellectuels d'un peuple ne se transforme pas en une nuit. De même que les Prussiens, leurs adorateurs et imitateurs dans les Balkans ne veulent pas voir ni reconnaître leur faute; ils ne peuvent pas comprendre que leur défaite est due à leurs buts de guerre injustes et non pas à certains événements intérieurs imprévus qui se sont produits au cours de la guerre. Ils ne voient pas, dans leur catastrophe militaire la défaite morale et un motif de chercher à se transformer complètement. Ils tentent d'abuser des principes proclamés par les peuples civilisés, afin de pouvoir, à l'avenir, perpétuer, dans une plus large mesure, de nouveaux crimes.

Les Bulgares ne peuvent pas être changés. On ne devrait pas ignorer, si on ne veut pas voir de nouveau la paix menacée. La Bulgarie ne sera inoffensive que lorsqu'elle sera réduite à l'impuissance et ramenée dans ses frontières strictement ethnographiques.

Cv.

Le dossier noir bulgare

Ils s'acharnent aux religieuses

On nous télégraphie de Belgrade :

Les sœurs Madeleine, âgée de soixante ans, et Poléxie, âgée de trente-cinq ans, du monastère serbe de St-Elie, dans les environs de Scoplié, se plaignent de ce que, le 6 novembre 1916, les autorités bulgares se sont présentées à leur monastère et en ont enlevé tous les livres et les clefs, en menaçant de pendre les deux sœurs si elles ne donnaient pas tout l'argent du monastère. Puis ils les emmenèrent à Scoplié, sous l'inculpation d'avoir fait de la propagande serbe; on les laissa là, enfermées pendant deux jours et deux nuits dans un cabinet d'aisance; puis, elles furent envoyées sous escorte à Petch. Enfin, à la suite de l'intervention des autorités autrichiennes, elles furent conduites dans un couvent de femmes en Bulgarie. Elles y vécurent sans aucun secours de la part des Bulgares, simplement d'une allocation que leur envoyait le gouvernement serbe par l'intermédiaire du ministre de Hollande. Toutes deux se plaignent amèrement de la conduite brutale et indécente des autorités bulgares, qui allèrent jusqu'à les obliger à se dépouiller de tout vêtement devant des hommes, sous prétexte de perquisition.

Le recrutement forcé

La commission internationale a retrouvé un document officiel bulgare en Macédoine et dans la Morava adressé aux autorités communales, qui leur enjoint d'informer les populations que les villages qui n'enverraient pas des recrues dans des délais fixés, seraient incendiés et que tous les hommes seraient tués. Cet ordre est daté du 14 mars 1917, porte le No 1061 et la signature du sous-préfet de l'arrondissement de Vragne, Slaveikoff.

Leur conduite en Macédoine

La « Samourprava » du 20 février écrit :

Pendant l'offensive sur le front de Salonique, lorsque les lignes bulgares furent brisées par les attaques héroïques alliées, les Macédoniens qui avaient été incorporés de force dans l'armée bulgare, se rendaient en masse à nos soldats. Beaucoup se battirent ensuite aux côtés de nos troupes contre l'opresseur bulgare.

Même les Macédoniens qui ont passé leur vie en Bulgarie et connu les Bulgares dans des circonstances pénibles et difficiles, se rendent à nous. Ils se plaignent amèrement des Bulgares, surtout de leur conduite grossière et de leurs façons sans égards. La situation était devenue intenable dans les derniers temps en Macédoine. Aussi notre offensive est-elle venue juste à temps sauver la vie de la population.

Le pillage en Serbie

On mande du bureau de presse de Belgrade :

Les dégâts matériels causés par les Bulgares, leurs contributions, réquisitions, destructions lors de leur occupation de la Serbie du sud-est, sont énormes. Les Bulgares ont enlevé tout le mobilier des maisons serbes, tous les effets de tous les Serbes qui se sont retirés avec l'armée serbe, ainsi que ceux des personnes internées par eux. Sous prétexte de réquisitions, ils ont ôté aux paysans tout moyen de subsistance, nourriture et bétail. Des villages sont entièrement brûlés, et les maisons de nombreux notables ont été détruites par l'incendie.

Les dégâts matériels s'élèvent à quelques milliards de francs.

Les prisonniers serbes en Bulgarie

Le bureau de presse serbe de Belgrade nous mande :

M. S. Spira, capitaine au 9e bataillon du Kings Oeu, régiment de l'armée anglaise, fait les déclarations suivantes au sujet du traitement des prisonniers serbes en Bulgarie :

« Pendant mon séjour dans le Haut Pianouri Schevo (Panadjourichté?) où se trouvait un camp de prisonniers serbes, de septembre 1916 jusqu'en avril 1917, j'ai vu comment les Bulgares, sans la moindre indulgence, donnaient des coups de bâton à de nombreux Serbes; j'ai vu comment ces malheureux, après avoir été battus, avaient la chair en lambeaux; j'ai vu de nombreux Serbes, exténués et ne pouvant se tenir qu'à l'aide de béquilles, rangés devant le commandant bulgare; cet homme sans cœur leur arrachait les béquilles et les fappa à la tête avec le haut de la béquille et les faisait chasser dans le camp; beaucoup d'entre eux ne pouvaient qu'à grand-peine faire le chemin à quatre pattes. Les casernes étaient dans un état pitoyable et archi-pleines; presque toutes les vitres des fenêtres étaient brisées et, en plein hiver, les casernes n'étaient pas chauffées et les Serbes n'avaient pas même de couvertures. J'ai vu les Bulgares frappant avec de gros bâtons de pauvres Serbes qui, affamés, mendiaient une croûte de pain; dans des chaudrons contenant une eau chaude trouble avec quelques pommes de terre sales, j'ai vu des souris cuites. Le baraquement No 5, appelé « baraquement de la mort » était toujours rempli de Serbes moribonds. »

Un second appel des Bulgares

Les étudiants bulgares viennent d'adresser un appel aux étudiants des Etats-Unis, d'Angleterre, de France et d'Italie, dans lequel on lit textuellement ceci :

« La petite Bulgarie connaît votre âme. C'est avec enthousiasme que notre jeunesse universitaire a étudié l'histoire admirable de vos grands peuples. Elle est convaincue que vous ne pouvez être longtemps égarés par des agents dont l'aveuglement est sans pareil et qui brûlent du désir d'enchaîner un peuple paisible, épris de sa liberté et jaloux de son indépendance. Au nom de la vérité, les étudiants bulgares vous prient de ne pas ajouter foi aux calomnies répandues contre nous. »

« Rangés sous la bannière étoilée dont M. Wilson est l'illustre champion, nous nous flattions de l'espoir que les questions nationales seront résolues, non sur la base de calomnies ineptes, mais en vertu des principes proclamés par le grand Président des Etats-Unis et défendus avec zèle par les éminents représentants de vos peuples. »

Chers camarades,

Le moment où les problèmes mondiaux recevront une solution — à Paris, le moment de la régénération approche.

Nous croyons fermement que la justice triomphera; nous espérons aussi que notre appel trouvera un écho dans vos cœurs de jeunes hommes épris de justice et de vérité et que vous vous constituerez les interprètes fidèles de nos sentiments auprès des facteurs compétents de vos pays pour le plus grand triomphe de la justice.

Aidez-nous! Tel est notre dernier appel.

A lire cet appel ne croirait-on pas que ce sont les Bulgares qui ont été attaqués, dont les terres ont été dévastées et ruinées et dont les populations ont subi les pires tortures physiques et morales, payant du sang des meilleurs de leurs fils la liberté enfin assurée! Ceux qui parlent aussi impudemment, ce sont les futurs intellectuels d'un peuple qui a voulu assassiner et anéantir tout ce qui est serbe. Les criminels s'érigent en victimes. Quel odieux spectacle!

Les responsabilités de la guerre

La commission de la Conférence de la Paix à Paris, chargée de s'occuper des responsabilités de cette guerre, pourra compléter ses travaux par quelques données nouvelles. A la Conférence socialiste de Berne, M. Frédéric Adler a pris la parole à ce sujet et a déclaré :

« L'Autriche a préparé cette guerre bien avant l'attentat de Sarajevo. Il est également clair que l'Autriche n'aurait pas osé le faire sans le consentement de l'Allemagne qui connaissait les projets de l'Autriche, les approuvait et les favorisait. Le 5 juillet 1914, jour de la fameuse décision de Potsdam, fut en effet un jour décisif, et c'est un fait incontestable que ce même jour un ambassadeur autrichien, comte Hoyos, parti de Vienne, est arrivé à Berlin avec une lettre autographe de François-Joseph, adressée au Kaiser Wilhelm, et que ce même jour l'empereur Guillaume, de concert avec Bethmann-Hollweg, trancha la question de la guerre. Le 7 juillet, l'Autriche soucrivit à cette décision et, depuis ce jour, on réfléchit aux moyens de provoquer la guerre. L'ultimatum adressé à la Serbie avait été rédigé de commun avec l'Allemagne, de telle façon qu'il ne pût pas être accepté; le délai de réponse fut limité à dessein, pour ne pas permettre l'intervention dans le conflit des puissances désintéressées... Lorsque je me trouvais devant le tribunal, on ne me permit de parler que de la politique intérieure de l'Autriche et non pas des auteurs de la guerre, autrement le huis-clos eût été aussitôt prononcé... »

Les disputes serbo-roumaines

La discussion d'autour du Banat, entre les Roumains et nous, a pris fâcheuse tournure. Les expressions deviennent violentes et menacent la bonne entente qui existait entre ces deux peuples voisins. Toutefois, nous devons décliner la responsabilité d'avoir empoisonné le débat. Nous avons observé une attitude calme, et les Roumains eux-mêmes ont dû le reconnaître. C'est notre confrère de Paris, « La Roumanie », qui a publié des articles de plus en plus violents d'un numéro à l'autre, nous adressant d'incroyables reproches, auxquels les ministres roumains eux-mêmes joignirent les leurs. Ces articles nous faisaient descendre au même rang que nos ennemis.

Cette façon d'agir ne pouvait que provoquer une réaction violente du côté serbe. Mais, aujourd'hui nous poserons à nos amis cette question: « A qui cette discussion profitera-t-elle? » Certainement pas à nous, mais à nos ennemis, qui se préparent déjà à l'exploiter.

Ayant le plus ferme désir de vivre en bonnes relations avec nos amis et alliés roumains, nous les invitons donc à laisser le soin de solutionner la question qui nous sépare à nos grands alliés du moment que nous nous sommes montrés incapables de la régler nous-mêmes et entre nous. Ainsi nous défendrons le mieux notre position contre les intrigues constantes de nos ennemis communs.

La Rédaction

Place Wilson à Belgrade

Par une décision unanime du Conseil Municipal, la place se trouvant devant la gare de Belgrade a reçu le nom de place Woodrow-Wilson.